

INSERTIONS

S'adresser au bureau du journal
8 heures du matin à 6 heures
du soir.

Rédaction et Administration

URUGUAY 26
(Imprimerie Latine)

UNION FRANÇAISE

PETIT JOURNAL DU MATIN

Directeur: J. G. BORON DUBARD

MONTEVIDEO—Jendi 14 Décembre 1893

III Année Num. 788—668

Adieu, confiance!

Nous avons donné hier la liste officielle des députés proclamés élus par les Juntas électORALES de la Capitale et des départements.

Nous n'étonnerons personne, et personne ne nous accusera d'exagérer, si nous affirmons que cette liste, dans son ensemble trop prévue, serait une déception pour les patriotes, s'il leur eût été possible de se faire un seul instant illusion sur le résultat final des élaborations poursuivies dans les conves électORALES par les alchimistes de l'influence directrice.

Nous savions tous à l'avance qu'il ne fallait compter ni sur la pierre philosophale ni sur un élixir de longue vie.

Il était pourtant permis d'espérer quelque chose de moins terne que ce *caput mortuum*, et de moins impur que ce résidu infectueux, dans lequel apparaissent enlaidies une douzaine de peigne d'hommes doués d'une valeur intellectuelle reconnue.

La plupart des titulaires proclamés sont en effet d'illustres inconnus, de qui leurs électeurs mêmes ne sauraient dire avec certitude s'ils sont éléphants ou téléphones, ou des inconditionnels asservis au docteur Herrera et liés à lui par la reconnaissance de l'estomac ou la complicité des appétits.

Nous plaignons sincèrement les très rares hommes de valeur — *pari nantes in hoc gurgite rictum rasto* — qui ont la faiblesse de se laisser enrôler dans cet équipage.

Les honnêtes intentions qu'il convient de leur prêter resteront impuissantes, et il n'est par ailleurs leur honneur politique resté saisi dans les débats qu'il est permis de prévoir.

Que pourraient-ils faire en effet dans une Assemblée où la majorité appartient en apparence au docteur Herrera, et où le groupe le plus compact, celui qui sait le mieux où il va et pourquoi il travaille, est formé par une famille dont le ventre s'est aplati à ramper devant tous les gouvernements, et dont les tentacules avides sont capables d'épuiser toutes les mamelles du budget!

Déjà quelques-uns des élus dont la valeur individuelle s'est affirmée par des travaux personnels, ceux qui n'ont pas besoin de l'aumône d'une prébende ou d'une sinécure pour vivre honorablement, annoncent l'intention de se retirer et de laisser la place à un des suppléants qu'on leur a donnés.

Leurs noms étaient nécessaires pour donner quelque relief à l'œuvre de l'influence Directrice et ils n'ont pas su les refuser à l'ami qui les demandait.

Quant à voguer plus tard sur cette galère, ils s'y résistent obstinément et préfèrent, comme M. Bacchini par exemple, s'en retourner à Buenos Ayres et reprendre une vie plus indépendante.

Nous serions fort surpris, d'autre part, si avant longtemps l'honnête et généreux docteur Palatinque, le jeune docteur Ciganda, le docteur Herrera y Espinosa, et quelques autres peut-être, ne reconnaissent pas qu'ils sont de trop dans une Assemblée ainsi constituée, et n'en sortaient pas, comme naguère M. Mélian Lafour, en secouant la poussière de leurs sandales.

Cette composition désastreuse de la chambre nouvelle est d'autant plus regrettable qu'elle est sans atténuation possible.

Le président Herrera, en effet, ne s'est pas borné à la composer, en sa majorité, d'éléments inconnus ou notoirement incapables, de médocrins adhérents par la parole, de moutons de Panurge privés de tout discernement. Non — il a voulu surtout que ses élus arrivent à la chambre sans programme politique, sans vues économiques déterminées et même sans candidat avoué pour la prochaine présidence.

Programme politique, vues économiques, candidat à la Présidence, c'est du docteur Herrera qu'ils doivent attendre et recevoir tout cela, et seulement au moment où dans la mesure où il le jugera convenable pour le triomphe de sa majestueuse politique.

On ne vit jamais chez des hommes politiques un effacement plus complet, ni plus multiforme résignation chez des législateurs chrétiens. Nous n'avons pas des lors, comme compensation à l'insuffisance des hommes, la sagesse ou la grandeur des idées qui les inspirent, et des plans qu'ils s'efforcent de faire prévaloir.

Nous ne savons d'eux qu'une chose, c'est qu'ils sont les fidèles serviteurs d'Allah et qu'ils n'opposent aucun obstacle à ses volontés.

C'est peu.

C'est trop peu surtout pour ranimer les énergies éteintes et les courages affaiblis.

La confiance nationale qui, seule encore, pourrait accomplir ce miracle, en a reçu un coup si rude qu'elle semble vouloir s'enfuir pour toujours.

Il n'est pas jusqu'à cette question de la candidature à la Présidence qui ne semble devoir être pour tous une pierre d'achoppement fatale.

Dans les pays plus démocratiquement organisés et où le régime parlementaire est le fondement des institutions, la question présidentielle ne peut être considérée comme secondaire, l'influence d'un chef d'Etat restant toujours grande pour le bien comme pour le mal du pays.

Mais dans un Etat comme la République

Orientale de l'Uruguay, dans une République présidentielle, et non parlementaire, dans une République où le président est tout, où la responsabilité ministérielle n'existe pas, et où il suffit de la complicité d'un bataillon pour qu'on s'aperçoive impudemment envers la Constitution et la loi les pires fantaisies, cette question présidentielle prend une importance capitale.

On sait, en effet, que du choix du président dépend l'avenir de la patrie.

Si le président est intelligent et bon, s'il est loyal surtout, si l'opinion, libre de préjugés et supérieure aux passions mesquines des partis, l'appuie, il pourra faire le bien.

Si la fatalité veut qu'il ne soit au contraire qu'un orgueilleux et un égoïste, sourd à la voix de l'opinion publique et plus préoccupé de ses intérêts particuliers et de ses plaisirs que de ses devoirs, c'en est fait pour plusieurs années encore de tout espoir de restauration et de progrès.

Et comment ne pas craindre que le candidat qu'on nourrit en secret l'espoir d'imposer au pays ne soit de cette dernière espèce?

S'il est présentable, en effet, pourquoi ne pas le présenter?

Il est périlleux d'espérer qu'on fera croire qu'on n'a pas depuis longtemps une préférence arrêtée dans les conseils de l'influence Directrice.

Il le serait bien davantage encore de laisser arriver le dernier jour sans prendre une résolution entre les ambitions variées qui convoitent également l'écharpe présidentielle.

Il est plus que temps dès lors pour que le Ferringhea de l'influence Directrice se décide à parler.

S'il continue à se taire, ou s'il ne parle que pour nous présenter un mannequin, adieu Confiance. Elle restera quatre ans encore dans l'exil où la présidence qui va finir la condamnera à vivre.

MENUS PROPOS

13 décembre, 1893.

Mentira!

Le bruit a couru hier que Monsieur Angel Brin, secrétaire en médecine de S. E. et docteur en passe-droits électORAUX, serait nommé incessamment Consul Général de la République dans le Royaume Uni.

La nouvelle est absolument inraisonnable.

Le président Herrera sait trop bien que son secrétaire est mal vu des Anglais.

Don Angel n'obtiendrait jamais l'exequatur. On l'exécuterait plutôt!

La roulette a trouvé un défenseur en Matraca.

S'il faut en croire cet estimable admirateur du diplôme électORAL de don Clodomir, la presse fusionniste ne signale les tripots de la Capitale que pour embêter le Gouvernement.

Bon Matraca!
Divin Baur!
Exécrable presse fusionniste!

A bon entendeur, salut.
Nous coupons dans une correspondance adressée de la Florida à La Razon, par M. Juan P. Vidal, les lignes suivantes:

« Siendo así que el insulto y la calumnia son propios de seres degradados y facinerosos pero jamás de personas sensatas y educadas hay que tratar de hacer desaparecer esa rutinaria sistema que mas de una vez ha dado pésimos resultados. »

A bon entendeur, de nouveau, salut!

La Chambre des Députés a trouvé hier dans l'une des gazettes officielles l'apologiste qu'elle méritait.

Un trait seulement de cette apologie suffira pour qu'on en juge:

« La chambre actuelle, lisons-nous, fut une chambre réservée (parca), véritablement politique et qui renoua à briller... »

Qui renoua à briller! Et *Heraldo* est difficile à éblouir!

Et pour finir, cette perle:

On demandait hier dans un cercle politique:

— Mais enfin, pourquoi ne veut-il pas de Pérez?

— Bah! répondit le Sénateur, il ne le trouve pas assez *franco*. — *Fréco?* répète l'interlocuteur le petit T. — Oui, *fréco* ou *franco*, comme il vous plaira, insiste l'autre.

Prose.

LE DISCOURS DU COMTE TORNIELLI

Londres, 11 novembre.

Je viens de voir l'ambassadeur d'Italie, à propos du discours qu'il a prononcé au banquet du lord-maire. Le comte Tornielli m'a fait la déclaration suivante:

« Voici, m'a dit l'ambassadeur, comment les choses se sont passées. »

« Je n'ai pas préparé mon discours. Quand je suis allé, on m'a fait l'honneur d'une ovation, comme jamais je n'en ai eue à Londres. Je devais répondre au compliment du lord-maire qui faisait allusion à la visite de la flotte anglaise et j'ai voulu le faire sans emphase. Ce

que j'ai voulu dire est simplement ceci: Que l'amitié de l'Italie et de l'Angleterre, si solide et si ancienne, n'a pas besoin de vives démonstrations. »

— Et la phrase que vous attribuez le compte rendu du *Daily News*: L'Italie n'a pas besoin de mettre la maison sous des drapeaux pour recevoir cordialement ses amis, l'avez-vous prononcé?

« Je l'ai prononcée, mais je vous répète que c'est une manière familière de parler, car l'emphase n'est pas été de mise dans mon discours. Autrement je passais pour Français quand même et maintenant je reste Français quand même. Du reste, mon discours a été prononcé en Français. »

Voici l'opinion que méritait notre excellent confrère, le *Journal des Débats*, sur le discours prononcé par l'ambassadeur d'Italie au banquet du lord-maire de Londres, discours dont nous avons relevé, hier, le caractère irritant dans notre article: « Encore les Italiens! »

Les discours qui sont prononcés au banquet du lord-maire ont souvent un réel intérêt au point de vue politique. En tout cas, on était habitué à leur voir garder le caractère d'entraînements courtois entre gens bien élevés. Il a été, cette année, dérogé à cette tradition, du fait de M. l'ambassadeur d'Italie. Ce diplomate, en faisant allusion aux témoignages de sympathie échangés récemment entre deux puissances, a cru pouvoir se permettre une plaisanterie d'un goût qui laisse beaucoup à désirer.

La diplomatie se pique d'ordinaire d'observer scrupuleusement les convenances, et jusqu'à ce jour nous l'avons vu tenir poliment. M. l'ambassadeur d'Italie à Londres appartient évidemment à une autre école. Le langage qu'il a tenu a dû surprendre et embarrasser quelque peu ses auditeurs. Pour nous, nous nous garderons bien d'insister. Nous ne sommes pas chargés de l'éducation des représentants du roi d'Italie à l'étranger.

D'ailleurs, quand un invité manque de civilité et commet quelque infraction aux usages, c'est le maître de la maison qui a sujet de s'en plaindre.

Le *Journal des Débats*, ne l'oublions pas, a coutume de se montrer d'une excessive modération dans ses appréciations.

Que l'on juge, par sa sévérité d'aujourd'hui, de l'indignation que l'inqualifiable attitude de l'ambassadeur d'Italie est susceptible de soulever!

La santé de Léon XIII

Rome, 25 octobre 93.

Il est difficile que les chercheurs de nouvelles laissent passer deux ou trois mois sans lancer à travers le monde la grosse nouvelle que Léon XIII est malade, que Léon XIII est mourant. Pourquoi? Est-ce par méchanceté? Non, je ne le crois pas: C'est plutôt par besoin de donner quelque information à sensation, de trouver quelque chose d'intéressant, de sensationnel.

En bien, il arrive ceci, que quand Léon XIII sera effectivement malade et que les journaux l'annonceront, bien peu y croiront, tant cette nouvelle aura été donnée, r. p. t. exploitée.

L'autre jour encore, le bruit se répandit que le pape venait de tomber gravement malade et que les médecins avaient manifesté, au Sacré-Collège, leurs inquiétudes. Naturellement, en moins d'une heure, tout le monde en était informé à Rome et on vit bientôt une foule ininterrompue de voitures traverser la place Saint-Pierre et se diriger, les unes à la porte de Brancaccio, les autres à la cour de Saint-Damas. C'étaient des journalistes, des amis d'étrangers, des diplomates qui couraient aux informations.

Jamais la nouvelle de la maladie de Léon XIII qui, je le répète, revient périodiquement tous les deux mois n'avait produit autant d'émotion. Les membres du corps diplomatique s'en furent chez les cardinaux Rampolla et Mocenni qui les rassurèrent entièrement; les autres, ceux qui purent pénétrer dans le palais apostolique, apprirent qu'à ce moment même le pape était dans le jardin avec Mgr Angeli à qui il dictait des lettres.

Je crois vous l'avoir dit autrefois, mais il est peut-être bon de le répéter: Léon XIII est doué d'une santé excellente. Sous une apparence d'âge, Léon XIII cache une constitution d'acier. Il aurait pu résister aux fatigues du Jubilé? Quoi d'audacieux, que de réceptions, que de discours, que d'entretiens particuliers? Songez que chaque évêque a obtenu deux audiences; et il en est venu des centaines! Que le nombre des pèlerins s'est élevé à plus de 40.000 et que tous ou presque tous ont eu un mot particulier du pape.

Je le répète, Léon XIII a une constitution saine, robuste. Je sais positivement qu'il ne souffre d'aucune des infirmités dont souffrent généralement les vieillards.

Son régime de vie, sa sobriété sont pour beaucoup aussi dans ces heures, réguliers. N'oublions pas, enfin, que la longévité est héréditaire dans la famille Pécchi. Le pape a eu quatre frères: le premier est mort à 90 ans, le second à 92, le troisième à 81. Léon XIII, qui est le quatrième, en a 81 passés. Le dernier seul est mort jeune. Il est décédé alors que Léon XIII était encore au séminaire à Rome.

J'ai causé bien souvent avec le pauvre Ceccarelli, le médecin du pape, mort il y a six mois, de la santé du Souverain Pontife et après avoir donné toutes les explications sur la constitution, il a toujours fini par me dire ceci: « Léon XIII peut vivre encore dix ans, quinze ans, vingt ans, cela dépendra de la physique qu'il aura, cela s'entend. Mais dans la physique d'un Léon XIII, dans sa constitution il n'y a rien, absolument rien qui ne fonctionne avec la régularité la plus parfaite. »

Ceux qui ont répandu de fausses nouvelles sur la santé de Léon XIII, ignorent très probablement que c'est surtout en été qu'il se porte bien, qu'il ne se porte jamais aussi bien que pendant les chaleurs.

La meilleure preuve que le Saint-Père se porte à merveille c'est qu'il n'a pas encore songé à trouver un remplaçant. M. Ceccarelli, cependant, s'est présenté bien des fois, mais Léon XIII s'est contenté de le regarder d'un air indifférent.

« Léon XIII, qui était substitué du pape par Ceccarelli et qui ne fait au pape qu'un visage par semaine, le dimanche, dans la matinée, les visites se passent en conversation sur les choses du jour, le pape aimant beaucoup s'entretenir avec les personnes qui vivent hors du Vatican de tout ce que l'on fait en ville.

Cela se comprend. Voilà plus de quinze ans qu'il vit au Vatican sans en être jamais sorti. Appeler-le à l'empire volontaire, dites si vous voulez, que tout le monde voudrait avoir une prison comme cela, il n'en reste pas moins établi que depuis son avènement au trône pontifical, Léon XIII a été proclamé Pontife, Léon XIII s'est considéré comme prisonnier du gouvernement italien et n'est plus sorti du palais apostolique. La prison, qu'elle soit grande ou petite, reste toujours. Enfin, on voit à la satisfaction avec laquelle il parle des choses du dehors, qu'il ne demanderait pas mieux que de pouvoir sortir.

Pendant tout cet été où nous avons eu des journées de grande chaleur, où le thermomètre a marqué jusqu'à 35 et 38 degrés Léon XIII n'a pas souffert du moindre mal de tête.

Au dire de M. Ceccarelli qui, je le répète, connaît admirablement la constitution de Léon XIII, la seule chose contre laquelle le Souverain-Pontife doit se garder c'est contre le refroidissement. Constaté pas pour rien qu'il traverse les corridors, les galeries, les salles du Vatican dans une chaise à porteurs parfaitement close: le passage subit d'une température chaude à une température froide pourrait avoir des résultats pernicieux.

Il y a des personnes qui se moqueraient des bruits malveillants que l'on pourrait faire courir sur leur santé. Léon XIII n'est pas de ce genre. Chaque fois qu'il lit dans les journaux, il est malade, il proteste contre la liberté d'expression, il se fait démentir la fausse nouvelle par l'oscillateur Romano; mais son entourage constate pendant deux ou trois jours qu'il n'est plus le même homme. Léon XIII, tout comme le dernier des mortels, tient beaucoup à la vie, et pour les moments après tout agréables que l'on peut passer et pour le bien qu'il croit pouvoir faire encore à l'Eglise et à la Papauté.

X. Y. Z.

L'Etat de Siège a Barcelone

Nos dépêches nous ont appris qu'en suite de l'horrible attentat anarchiste du Liceo, l'état de siège avait été proclamé à Barcelone. Voici en quels termes a été pris le décret ou proclamation:

Sur la proposition de mon conseil des ministres, et usant du droit qui m'est conféré par l'article 17 de la constitution en vigueur, au nom de mon auguste fils, le roi Alphonse XIII, et comme régent du royaume, j'ai décrété ce qui suit:

Les garanties formulées dans l'article 17 de la Constitution en vigueur sont suspendues dans la province de Barcelone.

En vertu du paragraphe second dudit article 17, la gouvernance sera confiée à ce décret à l'approbation des Cortès dans leur prochaine session.

Marie-Christine

L'article 17 de la Constitution espagnole auquel il est fait ici allusion, a trait au droit qu'a le gouvernement, dans certains cas d'urgence grave, d'arrêter, sous sa seule autorité, la suspension des garanties constitutionnelles.

Les garanties constitutionnelles dont l'exercice est suspendu par suite du décret, sont les suivantes, inscrites dans les articles 1, 3, 6, 9 et 13 de la Constitution:

Art. 1. Aucun Espagnol ou étranger ne pourra être arrêté que dans les cas prévus par les lois et dans les formes prescrites par elles. Tout individu arrêté sera remis en liberté ou livré à l'autorité judiciaire dans l'espace de vingt-quatre heures après son arrestation. Toute arrestation restera sans effet ou entraînera l'emprisonnement dans l'espace de six heures après que les inculpés aura été livré au juge compétent.

Art. 3. Aucun Espagnol ne pourra être arrêté qu'en vertu d'un mandat du juge compétent. Tout individu arrêté, en dehors des formalités légales ou les cas prévus par la Constitution ou les lois sera remis en liberté sur sa demande, ou sur celle d'un Espagnol quelconque.

Art. 6. Personne ne pourra entrer dans le domicile d'un Espagnol ou d'un étranger résidant en Espagne que sur son consentement, sauf dans les cas expressément prévus par la loi.

Art. 9. Aucun Espagnol ne pourra être obligé de changer de domicile ou de résidence, sauf en vertu d'un mandat de l'autorité compétente et dans les cas prévus par la loi.

Art. 13. Tout Espagnol a le droit: 1° D'émettre librement ses idées ou opinions, soit par la parole, soit par écrit, sans être soumis à la censure préalable; 2° de prendre part à une réunion pacifique; 3° de faire partie d'une association.

L'effet des articles ci-dessus, avons-nous dit, est suspendu par suite de la proclamation de l'état de siège; on voit par là de quelles facilités jouit actuellement le gouvernement espagnol pour poursuivre, étouffer et réprimer l'anarchisme.

LE DUEL A LA RAPIÈRE

Comme à la salle d'armes, la poitrine et le ventre sont protégés par une cuirasse, qui cette fois ne monte pas jusqu'au cou, afin de laisser un peu de liberté à la tête. Mais le bras droit est toujours couvert d'un manchon, le cou est garanti par une large et longue cravate de soie qui fait plusieurs tours, tandis que la tête et le visage sont découverts, et que seuls les yeux sont protégés par des lunettes en toile métallique. A gauche de chaque combattant se tient son second, la rapière en main, pour parer aux coups irréguliers ou trop dangereux; à droite, un autre assistant, dont la fonction consiste uniquement à soutenir horizontal le bras du combattant pendant les pauses, pour que celui-ci, qui est empêché de tendre le long du corps, ne se fatigue pas inutilement.

Une sorte de juge du combat se tient à droite des deux combattants, pour noter la durée des pauses et assurer ainsi à la lutte proprement dite sa durée réglementaire, qui est généralement d'un quart d'heure.

Le signal donné, les lances rapières battent l'air, se croisent, s'abaissent, se relèvent, jusqu'à ce que l'un des seconds brdoine d'arrêter, soit pour éviter une blessure irrégulière, soit parce qu'un coup aura été reçu. C'est le visage et la tête seuls qui doivent être blessés, la botte cr-

ABONNEMENTS

COPIES REPRODUCTIONS ABONNEMENTS

Un an... \$ 1.00 or \$ 1.30 or \$ 1.50
Trois... \$ 3.00 or \$ 3.70 or \$ 4.25
Six... \$ 6.00 or \$ 7.50 or \$ 8.25
Un an... \$ 10.00 or \$ 12.00 or \$ 14.25

Numéro du jour... \$ 0.06
surtout... \$ 0.10

Les abonnements partent des 15 de chaque mois.

DISCOURS DE GUILLAUME II

A L'OUVERTURE DU REICHSTAG

Paris, 16 novembre 93.

Le Parlement a été ouvert hier. Voici, d'après nos dépêches de Berlin, le texte du discours du Roi lu au début de la séance:

Messieurs, lorsque vous vous êtes réunis autour de moi au mois de juillet, j'ai exprimé l'assurance que vous ne refuseriez pas de nous prêter votre assistance, à moi et aux augustes souverains confédérés, dans l'intérêt de la sécurité de l'Empire et du développement nécessaire des institutions militaires. Je constate, avec joie, que ma confiance n'a pas été déçue et, en vous souhaitant aujourd'hui la bienvenue au moment où vous vous réunissez de nouveau, j'éprouve le besoin d'exprimer mes remerciements au Parlement de l'Empire, pour son patriotique concours.

Les nombreuses preuves de chaleureuse sympathie que l'on m'a données, pendant ces derniers mois, dans les différentes parties de l'Empire, sont, pour moi, une garantie de la satisfaction avec laquelle la nation constate que l'armée allemande est assurée d'avoir une organisation qui est la garantie de la sécurité de la patrie et du maintien de la paix. Votre principale tâche consiste maintenant à travailler de concert avec les gouvernements confédérés, afin de créer les ressources nécessaires pour faire face à l'augmentation des besoins provenant de l'augmentation de l'effectif de présence de l'armée.

Les propositions dont vous serez saisis, à cet effet, reposent sur une large base qui implique une réorganisation des rapports financiers de l'Empire avec les Etats qui le composent. L'administration financière de l'Empire n'est pas encore parvenue à trouver une organisation définitive, répondant à la Constitution. L'exécution de cette tâche, jusqu'à présent, que l'on ne pouvait, sans nuire à l'Empire et aux différents Etats confédérés, retarder plus longtemps une explication entre eux a ce sujet.

Il faudra organiser le système financier de l'Empire, de telle façon que les variations qui se produisent jusqu'à ce jour prennent fin; qu'il y ait un rapport fixe entre les sommes à exiger des différents Etats et celles qui leur sont remises; et que la part des recettes propres de l'Empire attribue par la loi à chaque Etat confédéré lui soit assurée pour une période déterminée et de longue durée. Cette organisation, qui sera conforme au caractère fédératif de notre constitution gouvernementale, garantira la coopération non interrompue de l'Empire et des Etats confédérés et facilitera à un haut degré l'administration des finances, sans porter atteinte aux droits du Parlement. Vous serez saisis, à cet effet, d'un projet de loi tendant à modifier le système financier de l'Empire.

En vue de créer les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses occasionnées par cette réforme, des projets de loi concernant l'impôt du tabac et du vin et le prélèvement de droits de timbres dans l'Empire seront soumis au Parlement. Je ne doute pas que vous ne parveniez, par votre concours dévoué, à accomplir cette tâche importante. En raison de la situation actuelle des finances de l'Empire, le budget a été établi avec la plus grande économie. Lors de la conclusion des traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie, l'Empire, pour ces arrangements, constituerait une base pour la conclusion de traités de commerce avec d'autres Etats, cet espoir s'est réalisé en partie, vu que l'on est parvenu, en se basant sur la situation créée par ces traités, à conclure de nouveaux traités de commerce avec l'Espagne, la Roumanie et la Serbie.

Ces traités, qui procurent à l'échange de nos produits avec les pays en question, la stabilité d'un développement d'un développement prospère, seront soumis à votre sanction conformément à la Constitution.

D'accord avec les augustes souverains confédérés, j'ai cru devoir user, vis-à-vis de la Russie, du droit d'augmenter d'une façon extraordinaire les droits d'importation; les ordonnances que j'ai publiées à ce sujet vous seront immédiatement communiquées. J'espère que le résultat des négociations entamées avec la Russie sur le terrain commercial amènera l'abolition de ces mesures. Grâce aux efforts énergiques des gouvernements confédérés on est parvenu à éloigner l'épidémie dévastatrice qui a fait, les années précédentes, de graves et douloureux ravages et, lorsqu'il s'est produit des cas de maladie, on a réussi à empêcher le flux de la peste.

Vous serez saisis d'un projet de loi tendant à modifier la loi sur la protection des frontières, afin d'acquiescer à ce sujet et à donner une unité durable aux mesures de protection.

Pour éviter autant que possible que l'exécution rigoureuse de ces mesures ne nuise aux relations internationales, une conférence à laquelle ont assisté des délégués de la plupart des Etats européens, et dans laquelle a été repré-

